

A LA DEMANDE DE L'ETAT, LE MEDEF PREPARE UN COUP D'ETAT EN GUADELOUPE !

Dans une note confidentielle adressée aux administrateurs du MEDEF Guadeloupe, le Président du MEDEF, toujours au service des pwofitan et autres békés détaille la stratégie de déstabilisation et de prise du pouvoir par la frange la plus réactionnaire du patronat. Cette même frange des patrons de la Guadeloupe qui en plein conflit s'était regroupée au WTC dans ce qui se voulait être une démonstration de force ; et donc volontairement médiatisée...

UN MOFWAZÉ DU LKP EST NÉ ! IL S'APPELLE ANTILLES ALLIANCE 2030.

Il a pour père, l'Etat français, en la personne du Préfet de Guadeloupe ; et pour mère, le MEDEF, en la personne de son représentant local.

En effet, en lisant le document joint, nous apprenons qu'à la demande du Préfet, représentant de l'Etat et sous la houlette de Willy ANGELE, Franck MENADIE, Jean Luc LUBIN, Maryse MAYECO, le MEDEF s'apprête à instaurer en Guadeloupe son nouvel ordre économique et social. Un nouveau régime politique, entièrement au profit et aux mains des patrons, des banquiers, des spéculateurs et des pwofitan à l'instar des tentatives de coups d'état des milieux patronaux, industriels et financiers du Venezuela et de la Bolivie. Et dire qu'ils parlent d'états généraux du Peuple Guadeloupéen... **Manti a yo !!!**

Car, dans ce document, il est notamment question de « *réunion informelle et confidentielle* » avec le préfet. **Yo ka monté konplo kont Pèp Gwadeloup !!!**

Le représentant local du MEDEF confirme que les Etats généraux sont bien destinés à donner une légitimité au projet STRACOM de l'Etat qui visait précisément « *à définir ou orienter la politique de l'Etat envers la Guadeloupe pour les 20 prochaines années.* »

Après avoir souligné l'« *URGENCE ABSOLU* » (sic) de la situation, il poursuit son développement en insistant sur la nécessaire « *réorganisation du MEDEF territorial* ». Objectif avoué et écrit noir sur blanc : « **en faire un véritable contre-pouvoir voir (sic) un véritable pouvoir** » !!!

Décidément peu avare en confidences il avoue avoir obtenu le soutien et l'appui de l'Etat et explique au cercle étroit des administrateurs du « *MEDEF territorial* » qu'il faudra « **trouver auprès des entreprises le budget permettant de financer la réalisation de ce dossier** » !!!

Dossier de « *projet de territoire* », qui n'est que le paravent servant à désigner le **véritable projet de société** qu'entend nous imposer le MEDEF... par le biais d'un cheval de Troie à caractère associatif...

Un tel projet - mené avec l'indéfectible complicité et approbation de l'Etat français – nécessiterait de trouver - comme sur les continents africain ou latino américain - quelque jeune loup ambitieux aux dents longues, *a pa sa ki ka manké isidan* ; ou quelque poids lourd ayant l'apparence d'un V.L.... pour donner l'indispensable couche de vernis démocratique à ce qui apparaît d'ores et déjà comme une stratégie visant à la préparation d'un coup d'état par la frange la plus réactionnaire et esclavagiste du patronat.

Car ne nous faisons aucune illusion : les valises d'argent et les montants évoqués par le représentant du MEDEF dans ce document seront décuplés voire centuplés une fois la course électorale lancée.

Denis GAUTIER de SAUVAGNAC n'aurait pas rêvé meilleure engeance... : Aux armes, citoyens ?!...

Ce n'est pas de la fiction. Lisez plutôt les quatre pages qui suivent, écrites par Willy ANGELE...

Chers administrateurs,

Franck MENADIE et moi-même avons eu avec le préfet de Guadeloupe une réunion informelle et confidentielle. Au cours de cette échange il a été demandé clairement au MEDEF d'être, lors des états généraux, une force de proposition porteuse d'un projet pour la Guadeloupe. Il nous a été aussi précisé que bien que la France garde tout son attachement aux territoires d'Outre-Mer, la problématique comptable du coût de fonctionnement des départements d'Outre-Mer est aujourd'hui une préoccupation majeure.

Ces informations, associées à toutes celles dont nous avons fait état lors des deux dernières réunions du conseil d'administration ne font que confirmer mon analyse de la situation :

1. La relative accalmie que nous connaissons aujourd'hui n'est qu'une trêve et il est fortement probable que nous connaissions dans les semaines à venir une nouvelle période de forte agitation et de tension sociale ;
2. L'état français a redéfini sa vision de l'Outre-Mer et a remis en question la stratégie du

développement économique par le rattrapage social en adoptant une approche comptable de la gestion des départements d'Outre-Mer ;

3. Les états généraux, plus qu'un coup politique ou une stratégie de communication du gouvernement, vont effectivement servir à définir ou orienter la politique de l'Etat envers la Guadeloupe pour les 20 prochaines années. Si nous n'avons rien à proposer concernant le développement de notre région et son positionnement dans la France et l'Europe, l'arbitrage se fera dans une stratégie d'économie budgétaire ne tenant compte que des orientations de Bercy et des velléités de pouvoir du LKP.

Il résulte de ce fait qu'aujourd'hui nous sommes dans une situation d'URGENCE ABSOLU car c'est le devenir de notre région Guadeloupe qui se joue à l'occasion de ces états généraux.

Pour faire face à ce défi, la stratégie que je préconise est la suivante :

1. Face à la stratégie de revendication et de contestation développée par le LKP, il nous faut réaliser en 60 jours un projet de territoire qui présente notre vision du développement de la Guadeloupe à court, moyen et long terme. Il s'agit de donner une perspective à la société Guadeloupéenne et d'initier tout de suite une dynamique de changement qui permettent aux citoyens d'espérer une amélioration dans leur vie même si les résultats escomptés sont à moyen terme. En période de crise économique il n'y a rien de pire que le désespoir car il détruit le lien social et dans une communauté comme la notre cela peut s'avérer extrêmement dangereux.

Je suis parfaitement conscient que cet objectif est quasiment impossible à réaliser dans l'absolu mais c'est exactement pour cela qu'il nous faut le relever. Cela surprendra tout le monde, nous aurons l'avantage de la surprise et l'excuse du délai trop court pour toutes les imperfections éventuelles de notre rapport. Quoiqu'il en soit, nous aurons l'avantage d'être des porteurs de projet et d'espoir, ce qui nous mettra dans une meilleure position pour défendre nos valeurs et notre vision du devenir de la Guadeloupe face à la stratégie de revendication mise en place par le LKP ;

2. Fédérer le plus largement possible autour du projet élaboré et soutenu par les entreprises de Guadeloupe ;
3. Réorganiser le Medef territoriale pour en faire :
 - ✓ Un outil de communication,
 - ✓ Un outil de lobbying envers nos politiques, l'Etat et l'Europe,
 - ✓ Un outil permettant de fédérer, de structurer les entrepreneurs de Guadeloupe ainsi que l'ensemble du monde économique afin d'en faire un véritable contre pouvoir

La tactique à mettre en œuvre serait la suivante :

1. **Réalisation du projet de territoire**

Pour la réalisation de ce dossier, il faut donc :

- ✓ Trouver auprès des entreprises le budget permettant de financer la réalisation de ce dossier ;
Ce dossier devra :
 - Expliquer, détailler et justifier tous les axes énoncés dans le document précisant notre vision du développement de la Guadeloupe,
 - Fixer la stratégie et la tactique à suivre pour concrétiser notre développement économique et social,
 - Préciser les méthodes,

- Fixer les objectifs,
- Planifier le calendrier de réalisations concrètes,

Et tout cela en se fondant sur la réalité économique, sociale et culturelle de notre pays de Guadeloupe.

Comme vous le savez tous, le cabinet WP CONSEILS dont je suis un des associés possède en son sein les compétences requises pour traiter ce dossier. Toutefois, ne pouvant pas réaliser ce dossier seul et dans le cadre de mes disponibilités de président du Medef Guadeloupe, je ne peux toutefois, demander à mes associés de se mobiliser sur un tel projet à titre gracieux. Compte tenu de ce contexte, mes associés et moi-même avons évalué cette mission à environ 80 000 euros hors taxes.

- ✓ Faire réaliser le dossier concernant le projet en dehors de la structure MEDEF ; par exemple dans le cadre d'une association dont la finalité serait le développement économique. Les études réalisées au sein de cette association pourraient être mise à la disposition du plus grand nombre gracieusement ou moyennant paiement. Cette association aurait vocation à terme à se transformer en une fondation d'entreprises ayant pour objet le développement économique, social et culturel.

Pour que nous puissions avancer efficacement, il faut des volontaires pour organiser la collecte des fonds et la création de l'association permettant de financer la réalisation de ce premier dossier.

Une décision doit être prise et compte tenu du timing qui nous est imposé il est nécessaire que cette question soit traitée et solutionnée le 6 avril, car, dès le 15 avril les états généraux commencent avec dans la même semaine la visite d'une mission de parlementaires de l'UMP.

2. **Constituer une alliance large d'organisations socioprofessionnelles et d'acteurs de la société civile pour porter ce projet de territoire**

Pour réaliser cette large fédération d'acteurs économiques, sociaux et culturels, je préconise la création d'une autre association que nous pourrions appeler « ALLIANCE 2030 ou ALLIANCE ANTILLES 2030 ». La finalité de cette association est de porter le projet de territoire dans le cadre d'un mouvement qui serait apolitique mais profondément socio-économico-politico-culturel. Ce mouvement serait une sorte de clone du LKP qui aurait l'ambition de devenir à moyen terme pour les Antilles Françaises ce que fut le mouvement Desjardins pour la révolution Québécoise. Je précise que ce mouvement n'a pas pour finalité de faire de la politique mais il ne lui est pas interdit de soutenir et de développer des partenariats avec des hommes politiques qui partagerait les valeurs et les visions du développement qu'il défend.

Pour que nous puissions avancer efficacement, il faut donc des volontaires pour traiter et réaliser la constitution de l'ALLIANCE.

3. **La Réorganisation du Medef Territoriale de Guadeloupe :**

C'est une mission que je confierai à Jean Luc LUBIN et Maryse MAYEKO avec une « dead line » pour la remise du rapport des préconisations organisationnelles au lundi 20 avril, ainsi, la nouvelle structure opérationnelle du MEDEF Guadeloupe serait en place au plus tard le 15 mai.

Maintenant, chers administrateurs, tout est entre nos mains, à nous d'agir.

Willy ANGELE
Président



PS : Je ne tiens pas particulièrement à ce que l'état contribue financièrement à la réalisation de notre projet de territoire car le message à faire passer est que nous sommes en mesure de nous prendre en main.

Cela nous permettra ensuite de mieux négocier avec notre partenaire Etat car nous aurons fait la preuve de notre début d'émancipation et d'autonomie.

Nous avons aujourd'hui l'obligation de démontrer par nos actes que nous sommes autre chose que des « quémandeurs » et que nous pouvons investir dans le devenir et le développement de notre région.